

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 22/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES RICHARD
ROC BONORY
42430 Saint-Just-en-Chevalet

Références : UID4243-MEA-023-0098
Code AIOT : 0006101131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2023 dans l'établissement CARRIERES RICHARD implanté LE GRAND PIERNANT 42820 Ambierle. L'inspection a été annoncée le 16/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan annuel de contrôle pour 2023. Elle a pour but de s'assurer que le fonctionnement de la carrière RICHARD sise à Ambierle, est exploitée conformément aux prescriptions ICPE applicables à cette ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES RICHARD
- LE GRAND PIERNANT 42820 Ambierle
- Code AIOT : 0006101131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située à AMBIERLE au lieu-dit « Grand Piernant » a été acquise par Mr RICHARD en 1979 et a été régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 26/09/1985 pour une durée de 30 ans, durée prolongée par les arrêtés de prescriptions complémentaires de 2015 et 2016 pour une durée totale de 2 ans.

La société Carrières RICHARD, dont le siège social est à Saint-Just-en-Chevalet, est autorisée par un arrêté préfectoral du 15/11/2017, à poursuivre l'exploitation de cette carrière à ciel ouvert de roche dure (roche granitique) d'une superficie totale de 151 435 m² pour une durée de 30 ans. Les matériaux sont destinés au secteur des travaux publics, notamment en direction de l'agglomération Roannaise.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- activités exercées sur le site,
- les plans d'exploitation et le phasage de la carrière,
- les conditions de stockage des matériaux sur le site,
- la gestion et la surveillance des eaux de ruissellement du site,
- gestion des déchets,
- installation des traitement des eaux du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 1er	/	Sans objet
2	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 12	/	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 20	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 23.4	/	Sans objet
6	Prévention des pollutions, nuisances et risques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.1	/	Sans objet
8	Prévention des pollutions, des nuisances et des risques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.3.1	/	Sans objet
10	Prévention des nuisances, des risques, des pollutions	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.3.4	/	Sans objet
12	Prévention des pollutions, des nuisances et des risques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 45	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 23.3	/	Sans objet
7	Prévention des pollutions, nuisances et risques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	préventions ds pollutions, des risques, des nuisances	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.3.2	/	Sans objet
11	Prévention des nuisances, des pollutions et des risques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 36	/	Sans objet
13	Prévention des pollutions, des nuisances et des risques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 35	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le constat "dispositions administratives", l'exploitant devra indiquer si les activités 4734-2, 2515-1, 2517-3 et 1436 autorisées dans l'APA de 2017 sont toujours présentes sur le site. Si oui, il devra indiquer si les volumes, puissance... sont identiques, si non, un dossier de mise à jour des activités devra être déposé.

Concernant l'exploitation du site, l'exploitant devra, à partir de 2023, fournir des plans et les annexes, faisant apparaître l'ensemble des indications obligatoires de l'article 12, ainsi que les raisons du retard concernant le phasage 1.

Concernant la gestion et la surveillance des eaux de ruissellement du site, l'exploitant devra, **sous 3 mois**, mettre en œuvre les moyens nécessaires pour canaliser l'ensemble des eaux de ruissellement de la zone de concassage/broyage/stockage de matériaux (parcelle A 2105) et de la zone de traitement des matériaux pour le béton/stockage de matériaux (parcelles A 1499, 2104, 1500), les confiner dans des bassins de décantation à créer et les traiter via un séparateur-hydrocarbures conformément au dossier de demande d'autorisation pour lequel l'APA du 15/11/2017 a été pris.

Concernant la gestion des déchets, l'exploitant devra transmettre les BSDD sur les 3 dernières années concernant les boues du déshuileur du site

Concernant l'installation des traitement des eaux du site (débourbeur-séparateur d'hydrocarbures), l'exploitant devra transmettre les 3 dernières attestations de contrôle d'étanchéité de ce même déshuileur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Activité 2510.1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités ICPE du site: <ul style="list-style-type: none">- 2510.1: 300 000 t/an maximum et 200 000 t/an en moyenne- 1435: station service- 4734-2: cuve de 0,6 m3 de FOD/GNR:- 2515-1: 721 kW- 2517-3 (station de transit de minéraux): <10 000 m²- 1436 (liquide point d'éclair entre 60 et 93°C): 0,490 tonnes
Constats : Rubrique 2510.1: les volumes extraits pour les années 2021 et 2022 sont les suivants: <ul style="list-style-type: none">- 2021: 30 839 tonnes- 2022: 36 161 tonnes <p>Concernant les activités autorisées sur le site, l'exploitant a déclaré que pour la rubrique 1435, le ravitaillement en carburant des engins est effectué par camion citerne. Concernant les autres activités autorisées, celles-ci n'ont pas été vérifiées.</p>
Observations : Concernant les rubriques ci-dessous, l'exploitant devra indiquer si ces activités sont toujours présentes sur le site. Si oui, indiquer si les volumes, puissance... sont identiques, si non, déposer un dossier de mise à jour des activités. <ul style="list-style-type: none">- 4734-2: cuve de 0,6 m3 de FOD/GNR:- 2515-1: 721 kW- 2517-3 (station de transit de minéraux): <10 000 m²- 1436 (liquide point d'éclair entre 60 et 93°C): 0,490tonnes
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois

N° 2 : Dispositions administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 12
Thème(s) : Autre, Registres et plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan à l'échelle adapté à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau, les cotes d'altitude des points significatifs (niveau fond de fouille, des gradins...) ; • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage de matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...); • les zones de stockage des déchets inertes issus d'apports extérieurs, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, en cours de remise eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnées et explicitées.</p> <p>Ce plan doit-être réalisé par un géomètre pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remis en état.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont mis à jour une fois par an et copie est adressée à l'inspection des ICPE.</p> <p>Sur ce plan, sera inscrite la surface restant à exploiter. Il est mis à jour une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis le jour de l'inspection les plans sans les annexes de 2020 à 2022.</p> <p>Les plans transmis en vue drone ne permettent pas de vérifier:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau, les cotes d'altitude des points significatifs (niveau fond de fouille, des gradins...) ; • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage de matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...); • toutes les zones de stockage de matériaux ni la zone de stockage des déchets inertes issus d'apports extérieurs, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Observations : L'exploitant devra, à partir de 2023, fournir des plans et les annexes faisant apparaître l'ensemble des indications obligatoires de l'article 12 ci-dessus.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 20
Thème(s) : Autre, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe, doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté: - la remise en état de la zone à l'Est au-dessus des installations de concassage (en vert), mais pas de tous les gradins situés à l'Est de la parcelle A n° 2444 (phase 1), - l'exploitation en cours de l'Est de la parcelle A 2495 dont la cote de 420 n'est pas atteinte.
Observations : L'exploitant devra indiquer à l'inspection les raisons pour lesquelles le phasage 1 n'est pas finalisé et transmettre un plan à jour de la situation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 23.3
Thème(s) : Autre, Stockage des déchets et des terres non polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de déchets inertes et terres non polluées issus de l'extraction sont assurés de manière à garantir leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisées pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation de l'entretien des pistes ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.
Constats : Lors de la visite il a été constaté qu'actuellement, les déchets inertes et les terres issus de l'extraction de la carrière, sont stockés en merlon à l'Est de la parcelle A n°2444, à la cote 423, au pied du 1er gradin remis en état. Un enrochement en bas de merlons est présent pour maintenir ces déchets. Les eaux de ruissellement de la zone sont dirigés vers le bassin de décantation au Sud-Ouest de la parcelle A n°2444.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 23.4
Thème(s) : Autre, Station de transit - stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. Les fillers (éléments < 80 micromètres) doivent être confinés. L'exploitant veille à la récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à leur acheminement vers les bassins de décantation avant rejet au milieu hydraulique.
Constats : Les tas de matériaux sur le site sont entreposés à l'air libre au niveau de 3 aires de traitement, à savoir sur les parcelles A n°2444, 2105, 1499, 2104, 1500. Aucun fillers n'est produit sur le site. La taille des matériaux entreposés va de 0,6 à 0,4 mm ne nécessitant pas de bâtiment fermé. Les eaux de ruissellement de la zone de stockage sur la parcelle A 2444 sont acheminées dans le bassin de décantation présent au Sud de cette même parcelle avant rejet au milieu naturel. En revanche, au niveau des 2 autres zones de stockage de matériaux, les eaux d'infiltration ne sont ni canalisées ni traitées avant leur rejet au milieu naturel.
Observations : L'exploitant devra sous 3 mois : - canaliser l'ensemble des eaux d'infiltration et de ruissellement des 2 zones d'entreposage de matériaux, la zone de concassage criblage (parcelle A 2105) et la zone à proximité de la fabrication de gravillons (parcelles A 1499, 2104, 1500). - créer un ou des bassins de décantation afin de pouvoir les contenir et traiter l'ensemble de ces eaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 3 mois

N° 6 : Prévention des pollutions, nuisances et risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.1
Thème(s) : Risques chroniques, prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et le lavage des engins sont réalisés sur une aire étanche reliée à un séparateur hydrocarbure.</p> <p>Les eaux traitées sont dirigées dans le bassin aval de collecte des eaux internes, équipé d'une vanne d'obturation. Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. <p>(...)</p> <p>Le débourbeur-séparateur à hydrocarbures doit faire l'objet de vérifications régulières en ce qui concerne son étanchéité.</p> <p>Le débourbeur-séparateur à hydrocarbures doit faire l'objet d'un entretien régulier, à minima un fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que le ravitaillement en carburant des engins se faisait par camion citerne sur l'aire bétonnée et étanche munie d'un déshuileur. Or, l'article 1er indique une activité de station service et de stockage de FOD/GNR.</p> <p>Lors de la visite il n'a pas été contrôlé si des substances susceptibles de polluer les sols et les eaux sont présentes sur le site.</p> <p>Un débourbeur-déshuileur est présent sur le site et est muni d'une vanne obturatrice en sortie.</p> <p>Aucun bordereau de suivi de déchet dangereux (BSDD) n'a été présenté par l'exploitant concernant la vidange et le contrôle d'étanchéité du déshuileur présent sur le site.</p> <p>Les eaux traitées ne sont pas dirigées dans le bassin de collecte des eaux internes du fait de son absence.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les BSDD sur les 3 dernières années concernant les boues de vidange du déshuileur du site, - les 3 dernières attestations de contrôle d'étanchéité de ce même déshuileur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 15 jours

N° 7 : Prévention des pollutions, nuisances et risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.2
Thème(s) : Autre, prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les besoin en eau pour l'activité sont couverts par des apports en eau de ruissellement collectées dans les bassins de rétention et par le réseau AEP pour l'installation de traitement des granulats pou béton. Les eaux de procédé doivent être totalement recyclées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'aucun lavage des matériaux pour le béton était effectué sur le site. Ceux-ci sont envoyés à la carrière RICHARD sur le site de Saint-Just-en-Chevalet pour lavage. En effet, aucune installation de lavage est présente sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Prévention des pollutions, des nuisances et des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans le milieu naturel des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement collectées sur la carrière sont récupérées dans deux bassins fonctionnant en série permettant leur stockage et leur utilisation pour les besoins de l'activité. Le volume total minimal des bassins est de 4700m³ intégrant une réserve en eau permanente de 1400 m³. Les bassins sont aménagés de manière à maintenir une revanche minimale de 0,40 m au dessus du niveau des plus hautes eaux. L'exutoire avant rejet est muni d'un régulateur de débit de 45 l/s et d'un séparateur-hydrocarbures. L'émissaire est équipé d'un dispositif de prélèvement.</p> <p>Les eaux canalisées en sortie du débourbeur-séparateur hydrocarbures et en sortie de rétention respectent les prescriptions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; • la température est inférieure à 30° C ; • les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ; • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l ; • les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l . <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en 1 point représentatif de la zone, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p> <p>(...)</p> <p>Les analyses des eaux rejetées aux points identifiés ci-dessus sont effectuées 2 fois/an en période d'activité (extraction, traitement) selon les normes en vigueur. Les résultats sont transmis à l'inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite il a été constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un bassin de récupération des eaux de ruissellement au niveau de la parcelle A 2444, partie de la carrière en exploitation, - l'absence de bassin de récupération des eaux de ruissellement de la zone de concassage/broyage/stockage de matériaux (parcelle A 2105) et de la zone de traitement des matériaux pour le béton/stockage de matériaux, - l'absence de régulateur de débit, d'un séparateur-hydrocarbures et d'un dispositif de prélèvement en sortie du bassin de décantation de la zone en exploitation, - l'absence d'analyse des eaux du bassin précité en 2022
<p>Observations : L'exploitant devra:</p> <ul style="list-style-type: none"> - canaliser les eaux de ruissellement, les confiner dans un ou des bassins et les traiter via un séparateur-hydrocarbures conformément aux éléments du dossier initial qui a fait l'objet de l'APA du 15/11/2017. - réaliser le contrôle des eaux de ruissellement traitées avant leur rejet au milieu naturel conformément à la prescription du présent article.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 3 mois

N° 9 : préventions ds pollutions, des risques, des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux de procédés dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site est interdit. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.
Constats : Lors de la visite le site ne fonctionnait pas. Pour autant, aucune installation de traitement n'étant présente sur le site, l'inspection considère qu'aucune eau de procédé est produite sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des nuisances, des risques, des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 30.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet au milieu naturel - eaux de ruissellement stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement des installations de stockage des déchets, des terres non polluées et des matériaux en transit devront être acheminés vers les bassins de décantation.
Constats : Lors de la visite il a été constaté: - la présence d'un bassin de récupération des eaux de ruissellement au niveau de la parcelle A 2444, partie de la carrière en exploitation/ stockage, - l'absence de bassin de récupération des eaux de ruissellement au niveau de la zone de concassage/broyage/stockage de matériaux (parcelle A 2105) et de la zone de traitement des matériaux pour le béton/stockage de matériaux.
Observations : L'exploitant devra canaliser les eaux de ruissellement et les stocker dans un ou des bassins conformément aux éléments du dossier initial qui a fait l'objet de l'APA du 15/11/2017.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 3 mois

N° 11 : Prévention des nuisances, des pollutions et des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 36
Thème(s) : Autre, plan de gestion des déchets inertes / terres non polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Il est révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Lors de la visite il a été remis le plan de gestion réactualisé en date du 18/01/2021
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Prévention des pollutions, des nuisances et des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Débourbeur - séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le déboureur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique en sortie de séparateur en cas d'afflux d'hydrocarbures pour éviter tout déversement d'hydrocarbures dans le milieu naturel. (...) Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est nettoyé par une société habilitée aussi souvent que nécessaire et au moins une fois/an. Ce nettoyage consiste à la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi de nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité, les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont à la disposition de l'inspection des ICPE et des organismes de contrôle périodique.
Constats : Lors de la visite il a été constaté: <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un déboureur-séparateurs d'hydrocarbures, néanmoins il n'a pas été vérifié si une vanne obturatrice automatique était présente. - le nettoyage une fois/an de ce dernier, cependant une seule facture est établie pour les 3 sites de Ambierle, Renaison et Saint-Just-en-Chevalet. - l'absence de présentation de la fiche de nettoyage du déboureur-séparateurs d'hydrocarbures et du BSDD pour l'enlèvement des boues en 2022. - l'absence de document attestant du bon fonctionnement de l'obturateur.
Observations : L'exploitant devra: <ul style="list-style-type: none"> - transmettre les documents manquants précités pour 2022, - faire procéder à l'ensemble de ces contrôles pour 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 15 jours

N° 13 : Prévention des pollutions, des nuisances et des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2017, article 35
Thème(s) : Autre, Déchets produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant organise la collecte sélective des déchets tels que produits de vidange, pneumatiques (...) (...) L'exploitant est en mesure de justifier la nature, l'origine le tonnage et le mode d'élimination de tout déchet.
Constats : Lors de la visite il n'a été constaté aucun déchet sur le site d'Ambierle. La maintenance des engins est effectué au sein de la société de transport RICHARD dont le siège social est à Saint-Just-en-Chevalet. Le site ne génère pas de déchets hormis des déchets issus de l'extraction de matériaux et des poussières prduites par le traitement des matériaux. Ces poussières sont utilisées dans le réaménagement de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet